

# Paris-Ankara : génocide et jeu de massacre

mardi 27 décembre 2011, par [Marc Semo](#)

La polémique franco-turque est de plus en plus incandescente. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, issu du mouvement islamiste, semble prendre comme une offense l'engagement de Nicolas Sarkozy d'imposer un projet de loi sanctionnant notamment la négation du génocide arménien, alors que celui-ci aurait fait passer il y a quelques mois le message à Ankara qu'un tel projet était enterré. Après avoir annoncé jeudi le gel de la coopération politique et militaire entre les deux pays, le leader de l'AKP, le Parti pour la justice et le développement, est revenu à la charge vendredi, accusant la France de génocide en Algérie.

« Islamophobie ». « On estime que 15% de la population algérienne a été massacrée par les Français à partir de 1945. Il s'agit d'un génocide », a lancé Erdoğan, clamant que « si le président français ne sait pas qu'il y a eu un génocide, il peut demander à son père, Pal Sarkozy, [...] qui a été légionnaire en Algérie dans les années 1940 ». Ce dernier a assuré vendredi qu'il n'a jamais servi en Algérie. Mais le Premier ministre turc a aussi rappelé que les ancêtres de Sarkozy, juifs espagnols fuyant l'inquisition au XV<sup>e</sup> siècle, furent accueillis par l'Empire ottoman.

Dans son bras de fer avec Paris, comme il l'avait fait lors d'autres crises internationales, le leader de l'AKP joue autant de la fibre nationaliste qu'il se pose en porte-parole d'un monde musulman agressé. « Ce vote qui a eu lieu en France, une France où vivent 5 millions de musulmans, a clairement montré à quel point le racisme, la discrimination et l'islamophobie ont atteint des dimensions dangereuses en France et en Europe », a affirmé vendredi Erdoğan, qui la veille suggérait que ce n'était peut-être pas un hasard si cette loi avait été votée un 22 décembre, jour où, en 1979, avait été tué à Paris un attaché de l'ambassade turque... Il ironisait également sur ce vote d'à peine une cinquantaine de députés français, « ce qui n'est pas sérieux ».

A Paris, on tente de calmer le jeu. « La France ne donne de leçons à personne, mais la France n'entend pas en recevoir », a déclaré Nicolas Sarkozy à Prague, où il assistait aux obsèques de Václav Havel (lire ci-dessous). Apprécié à Ankara, Alain Juppé a tenté de parler le langage de la raison, rappelant qu'à ses yeux « cette initiative n'était pas opportune, mais le Parlement s'est prononcé ». Il dit espérer que « le temps fera son œuvre pour une relation plus apaisée ».

Mausolée. En attendant, l'opinion turque s'agite. Vendredi, le président de l'association des artisans et commerçants de Turquie, Bendevis Palandöken, s'est rendu dans un marché d'Ankara, jetant ostensiblement dans une poubelle les produits alimentaires made in France. Quant au maire de la capitale, Melih Gökçek (AKP), il promet de construire un monument commémorant le « génocide » algérien devant l'ambassade de France. Quand on appuiera sur un bouton, retentira l'hymne algérien. Toutefois, les réactions restent contenues. Juste un avant-goût de ce qui pourrait se passer si le texte était adopté au Sénat, devenant ainsi une loi.

*Diplomatie . En réponse au texte voté jeudi, Erdoğan a accusé vendredi Paris de génocide en Algérie.*

---

## Sources

Source : le Monde du 26 décembre 2011